



Retraites, fonctionnaires, immigration, TVA, famille...: ce que François Fillon promet aux Français



[2 images](#)

Les partisans de François Fillon le voient déjà président de la république - © THOMAS SAMSON - AFP

A. Lechien

Publié le lundi 21 novembre 2016 à 14h55

Dimanche, François Fillon (ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy) sera opposé à Alain Juppé au second tour des primaires de la droite française. François Fillon apparaît comme favori lors de ce scrutin, puisqu'il a obtenu 44,2% au premier tour, contre 28,4% pour Alain Juppé. Et il pourra compter sur un probable report de voix de certains des Français qui avaient donné leurs suffrages à Nicolas Sarkozy (20,7%). [Ce dernier](#) et le président du parti Les Républicains Laurent Wauquiez soutiennent désormais François Fillon, qui pourrait bien être un candidat majeur (et un peu inattendu) à l'élection présidentielle qui se tiendra les 23 avril et 7 mai 2017.

[François Fillon se présente](#) comme un candidat "de la vraie rupture", avec un programme très libéral et plutôt conservateur. Il le résume en 3 priorités : libération de l'économie, restauration de l'autorité de l'État et affirmation des valeurs.

Sur le plan économique et fiscal

- Économies de 100 milliards d'euros en 5 ans dans les dépenses publiques (notamment en réduisant de 10% le nombre de fonctionnaires, soit plus de 500 000 postes)

- Baisse des charges des entreprises à hauteur de 40 milliards d'euros et 10 milliards d'allègements sociaux et fiscaux pour les ménages, à financer par une hausse de 2 points de la TVA
- Suppression de l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune)
- Aligement du régime fiscal des commerçants, artisans et indépendants sur celui des auto-entrepreneurs
- Universalité des allocations familiales et plafond du quotient familial porté à 3000 euros (François Hollande a modulé les allocations et fonction des revenus et abaissé ce plafond de 2000 à 1500 euros)
- Suppression des normes françaises surajoutées à la réglementation européenne

Sur le plan social

- Recul de l'âge de la retraite à 65 ans en 2022 (actuellement entre 60 et 62 ans)
- Fin des 35 heures de travail hebdomadaires et retour aux 39 heures dans la fonction publique
- Instauration d'une allocation sociale unique, avec un montant plafonné, pour que les revenus du travail soient toujours supérieurs à ceux de l'assistance. Des contreparties sont demandées en matière de formation et de recherche d'emploi, sinon l'allocation peut être diminuée ou suspendue

Justice, immigration et famille

- Investissement de 12 milliards d'euros supplémentaires dans la sécurité, la défense et la justice, et création de 16 000 places dans les prisons
- Interdiction du retour sur le territoire des Français partis combattre à l'étranger
- Création de quotas d'immigration. Les étrangers n'auraient droit à des prestations qu'après deux ans de séjour en situation régulière
- Révision de la loi Taubira sur le " mariage pour tous " : le mariage serait autorisé aux personnes du même sexe, mais l'adoption plénière serait réservée aux couples hétérosexuels, la procréation médicalement assistée serait réservée aux couples hétérosexuels infertiles et la gestation pour autrui serait interdite
- Avancement de l'âge de la scolarité à 5 ans (6 ans actuellement)
- Protection du patrimoine français, réduction de la fracture culturelle par un plan "patrimoine pour tous" et soutien à la création artistique pour le rayonnement culturel de la France

Source: rtbf.be